



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

panneaux publicitaires

Question écrite n° 9572

Texte de la question

Mme Martine Aurillac * appelle l'attention de Mme la ministre de l'écologie et du développement durable sur la pollution importante que constituent les panneaux publicitaires. Il semblerait que de très nombreux panneaux publicitaires soient installés en violation des règles législatives et réglementaires en vigueur. Il en résulte un affichage publicitaire anarchique et intempestif engendrant une « pollution visuelle » très préoccupante de nos paysages. En outre, les tentatives des municipalités pour tenter de limiter leur implantation sont trop souvent freinées par une procédure complexe et longue à mettre en oeuvre. En conséquence, elle lui demande quelles mesures elle envisage de proposer pour remédier à cette situation notamment pour améliorer l'application des textes relatifs à la publicité extérieure, et si elle entend mettre en place une réflexion pour réactualiser le code de l'environnement.

Texte de la réponse

La ministre de l'écologie et du développement durable a pris connaissance, avec intérêt, des questions concernant l'application de la réglementation de la publicité extérieure. Malgré la vigilance des services de l'Etat et des maires chargés, sous l'égide du préfet, de faire respecter la réglementation, de nombreux abus peuvent en effet être constatés, que ce soit aux entrées de ville ou sous forme d'affichage sauvage. Or, les textes, s'ils étaient correctement et spontanément appliqués par les afficheurs eux-mêmes, permettraient de résoudre l'essentiel des problèmes et de protéger le cadre de vie des pollutions visuelles. Toutefois, dans le souci d'une plus grande efficacité dans la mise en oeuvre de la réglementation et donc d'une meilleure protection du cadre de vie, la ministre estime devoir engager une réflexion approfondie portant aussi bien sur l'évolution des textes dans un sens plus protecteur que sur les conditions de leur mise en application, pour laquelle une simplification des règles devra être recherchée. Un processus de concertation va ainsi être engagé, au cours duquel les différents acteurs concernés - élus locaux, associations et professionnels - seront associés.

Données clés

Auteur : [Mme Martine Aurillac](#)

Circonscription : Paris (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 9572

Rubrique : Publicité

Ministère interrogé : écologie

Ministère attributaire : écologie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 décembre 2002, page 5075

Réponse publiée le : 28 avril 2003, page 3331